



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2818
5 août 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Climat, canicule, incendies...

Le capitalisme en crise

plonge la société dans le chaos

LEBRIEFM

**Inflation
Qui la paye,
qui en profite**

Page 3

**CAC 40
À l'heure
des superprofits**

Pages 3, 5 et 10

**Russie-Ukraine
Guerre contre
les peuples**

Page 6

Leur société

- L'inflation : une arme pour appauvrir les pauvres 3
- Taxe sur les superprofits : un leurre 3
- Hausse du smic : une aumône 3
- RSA, point d'indice... : des revalorisations bien en retard 4
- Assurance chômage : nouvelles attaques en prévision 4
- APL : petite hausse, grand écran de fumée 4
- Rachat de RTT : l'allongement de la durée du travail 4
- Distribution de l'eau : gestion capitaliste et gaspilleuse 5
- Patrons du public : augmentations de salaires en vue 5
- Secteur du luxe : bénéfices insolents 5
- Darmanin : surenchère contre les immigrés 5

Dans le monde

- Russie-Ukraine : une guerre contre les peuples 6
- Céréales et guerre en Ukraine : la spéculation internationale fait son blé 6
- Guerre nucléaire : les leçons d'Hiroshima 7
- MBS à l'Élysée : un boucher fréquentable 7
- Mort du chef d'al-Qaida : le shérif Biden règle ses comptes 7
- Drame des migrants : les dirigeants de l'UE coupables et responsables 12
- Frontex : le gendarme d'une sale politique 12

Il y a 100 ans

- Italie : contre le fascisme, l'impasse de la grève « légalitaire » 8

Dans les entreprises

- SNCF : pénurie de trains et réseau déliquéscent 9
- RATP Bus : service dégradé 9
- Hôtel Ibis - Bagnolet : la grève continue 9
- La Poste - Bordeaux : pyromane social 9
- Stellantis : encore des bénéfices record ! 10
- Trafic transmanche : quand les frontières créent le chaos 10
- Iveco : les profits sont au vert 10
- STMicroelectronics : nanotechnologie, gigasubventions 11

Caravanes

- Les militants de Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs 12

Crise climatique, canicule, incendies : la faillite d'un système capitaliste de plus en plus fou

Pour la troisième fois cet été, le pays va connaître plusieurs jours de canicule. Tous les experts alertent depuis des années sur le réchauffement climatique et ses conséquences, notamment l'augmentation de la fréquence de tels épisodes. Ce n'est donc pas une surprise, et la science et les technologies actuelles devraient donner à l'humanité les moyens de résoudre ces problèmes. Pourtant ce n'est pas le cas, pour les mêmes raisons que la société ne parvient pas à en finir avec la crise économique, le sous-développement et la famine.

Cette impuissance trouve ses racines dans une organisation économique fondée sur la propriété privée des moyens de production, dans laquelle ceux qui détiennent les capitaux sont libres de les déplacer comme bon leur semble, en fonction de leur rentabilité et sans se préoccuper des conséquences pour la société. Le seul rôle de Macron et des autres chefs d'État consiste à gérer le chaos grandissant en préservant les intérêts des classes dirigeantes et sans rien faire qui porte atteinte à leur pouvoir.

À chaque canicule, les autorités se contentent de faire des campagnes à coups de spots publicitaires, rappelant par exemple qu'il faut boire régulièrement. Mais dans les entreprises, où le patronat est seul à décider, combien de travailleurs ont dû protester, lors de la précédente vague de chaleur, pour obtenir que des bouteilles d'eau, très rarement fraîches, soient distribuées ! Parfois, les horaires ont été aménagés, mais beaucoup de salariés ont dû continuer de travailler comme si de rien n'était. Dans les Ehpad, dans les hôpitaux, où cela dépend du gouvernement, faute d'embauches, tout reposera sur le dévouement du personnel, déjà totalement débordé du fait du sous-effectif chronique.

Les incendies, comme celui qui a dévasté une partie de la forêt des Landes, constituent une catastrophe annoncée, mais rien de sérieux n'est fait pour les prévenir ou les combattre. Au contraire, le gouvernement a programmé la suppression de près de 500 postes d'ici 2026 à l'Office national des forêts, l'organisme chargé d'entretenir les forêts publiques. La France, qui serait cinquième puissance économique mondiale, ne possède que douze Canadair, une flotte tellement vieillissante que, au début des incendies,

une partie était immobilisée pour des opérations de maintenance. Le nombre de pompiers, dont beaucoup sont des volontaires payés huit euros de l'heure, n'a cessé de diminuer. Il y a trois mois, les pompiers des Landes ont dû faire grève pour revendiquer des effectifs. Aujourd'hui, Macron leur rend hommage, mais il n'a aucunement l'intention d'augmenter leur nombre et d'améliorer leurs conditions de rémunération.

L'État n'anticipe rien quand il s'agit des conditions de vie de la population, des problèmes de santé publique, parce que les budgets publics doivent servir avant tout à alimenter les fortunes d'une minorité de bourgeois parasites et irresponsables.

Si Macron est incapable de prévoir sérieusement quoi que ce soit pour la santé et les incendies, il a promis de consacrer chaque année trois milliards d'euros supplémentaires au budget militaire. Et cette promesse-là sera tenue, pas seulement parce qu'elle garantit des contrats profitables aux marchands de canon. Dans un contexte où l'aggravation de la crise économique entraîne une montée des tensions, les États impérialistes intensifient la course aux armements, engloutissant des sommes de plus en plus faramineuses, qui manqueront pour les hôpitaux, la construction de logements, les moyens de lutte contre les incendies et pour tous les services les plus indispensables aux populations. Mais, au-delà, c'est un danger encore plus grave qui nous menace : ceux qui meurent aujourd'hui sous les bombes, dans des villes détruites comme en Ukraine ou dans bien d'autres régions ravagées par des conflits, nous offrent l'image du futur que les dirigeants du monde capitaliste nous préparent.

Un autre avenir pour la société serait possible en réorganisant l'économie sur des bases collectives et démocratiques, avec l'objectif de satisfaire les besoins du plus grand nombre tout en préservant l'environnement et l'avenir de la planète. Mais cela nécessite de renverser la domination de la bourgeoisie et de l'exproprier. Les travailleurs sont les seuls à pouvoir combattre pour cette perspective, car ils constituent la seule classe sociale n'ayant aucun intérêt au maintien de ce système fondé sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence.

Nathalie Arthaud



LE REPUBLICAIN

Inflation : une arme pour appauvrir les plus pauvres

Depuis des mois, les travailleurs constatent que les prix flambent et que cela se traduit par une réduction violente de leur pouvoir d'achat. Ce sont 100, 150, 200 euros par mois qui disparaissent ainsi dans la valse des étiquettes de prix.

Mais ces centaines d'euros multipliés par des millions de foyers ne s'envolent pas en fumée.

Les annonces des bénéfices record des grandes entreprises pour les six premiers mois de l'année montrent à qui profite cette inflation si douloureuse pour les familles populaires. Certes, les profits des groupes du luxe, s'ils proviennent bien de l'exploitation des travailleurs, ne résultent pas de leurs achats. Mais c'est le cas en

revanche pour Total, Carrefour, Engie, entre autres. Les dizaines de milliards de bénéfices que ces entreprises ont réalisés en six mois sont à mettre en parallèle avec les pertes subies par les classes populaires. À chaque plein, à chaque caddie, à chaque facture, les hausses de prix servent à enrichir ces capitalistes actionnaires de ces grands groupes... que les mêmes travailleurs ou d'autres font vivre de leur travail. Ces actionnaires riches, à

la tête de ce système économique, profitent ainsi de la main gauche comme de la main droite.

En juillet, ce sont les prix des produits pharmaceutiques comme les couches pour bébés, le lait infantile, les suppositoires qui se sont aussi mis à augmenter fortement. Et là encore le constat est sans appel. Les produits vendus par de grands groupes, ceux des « Big Pharma » en particulier, sont ceux qui augmentent le plus.

Dans ce contexte, les explications sur la guerre en Ukraine ou la sécheresse ne trompent que ceux qui le veulent bien. Les prix flambent principalement du fait de la spéculation et

ensuite parce que chaque capitaliste cherche à répercuter les hausses de prix qu'il subit, ou qu'il risque de subir plus tard, sur ses prix de vente, pour ne surtout pas toucher à ses marges. Au bout du compte, les seuls qui ne peuvent répercuter ce vol sur personne et le subissent de plein fouet sont les travailleurs.

Pourtant, bien des commentateurs économiques tentent encore d'expliquer qu'une hausse générale des salaires serait catastrophique car elle alimenterait la « spirale de l'inflation ». Pourtant, chacun peut constater que les prix augmentent sans que les salaires bougent. Mais ces arguments servent à détourner les travailleurs de la défense de leurs propres intérêts.

Il en est de même des

politiciens du RN, qui se targuent de défendre le pouvoir d'achat mais toujours en réclamant des gestes de l'État, jamais en mettant en cause les capitalistes et leurs profits gigantesques. Faire croire que les hausses de prix et le pouvoir d'achat ne dépendent que du gouvernement est une façon de protéger les capitalistes. C'est une façon aussi de tromper les travailleurs.

Pour acquérir la compréhension des mécanismes d'un système économique basé sur l'exploitation de la classe ouvrière, pour que celle-ci acquière vraiment « la science de son malheur », il faut des militants, des travailleurs conscients, un parti qui, loin de chercher des postes dans le système, luttent au contraire pour le renverser.

Marion Ajar



Taxe sur les superprofits : un leurre

L'annonce des résultats semestriels des grandes entreprises, en particulier dans le secteur de l'énergie, a de quoi donner le tournis : plus de 10 milliards d'euros de bénéfices pour TotalEnergies et 5 milliards pour Engie.

Mais les actionnaires des autres entreprises, comme Stellantis, l'armateur CMA-CGM ou LVMH, peuvent se froter les mains.

Seul problème : le fait qu'elles profitent aussi à un titre ou un autre de la crise et de l'inflation pour augmenter leurs bénéfices éclate aujourd'hui au grand jour. Le lien entre ces profits insolents et l'appauvrissement du plus grand nombre est évident.

À l'Assemblée nationale comme au Sénat, les parlementaires de la Nupes ont proposé de nouveau de taxer les « surprofits », provoquant aussitôt une levée de boucliers d'une partie du gouvernement. Le 1^{er} août, le Sénat a rejeté cet amendement et le ministre Le Maire a déclaré : « Je suis fier des résultats de nos entreprises

tricolores. Et je suis surpris de voir à quel point on accable de tous les maux les entreprises françaises qui affichent de bons résultats. » Pour ces défenseurs du grand capital, il est inenvisageable d'écarter ses profits.

Pourtant, cette mesure n'aurait rien de révolutionnaire. Des pays comme l'Italie et le Royaume-Uni ont décidé d'appliquer une taxe sur les superprofits des entreprises énergétiques, et la mesure est en discussion en Allemagne et en Espagne. Certains membres de la majorité Renaissance (ex-LREM) et des sénateurs de la droite centriste avaient même déposé un amendement dans ce sens.

Instaurer une taxe de ce type serait une façon de satisfaire l'opinion publique sans pour autant réduire

vraiment les profits des capitalistes, d'abord parce que nombre d'entreprises sont passées maîtres dans l'art de l'optimisation fiscale, échappant ainsi aux impôts. Quant aux sommes récupérées par les États, en admettant qu'elles soient consistantes, rien ne garantit qu'elles soient utilisées dans l'intérêt de la population.

L'opposition du gouvernement s'explique avant tout par sa volonté de démontrer à l'ensemble du patronat français et européen que, dans ce pays, le profit des patrons passe avant tout.

Les profits annoncés par de grands groupes comme TotalEnergies ou Stellantis sont révoltants. Ils viennent de l'exploitation des travailleurs. Pour défendre leur niveau de vie et même leur vie tout court, ceux-ci ne pourront se contenter de taxer une partie de ces profits. Ils devront s'attaquer à la dictature des grands groupes capitalistes.

Aline Urbain

Hausse du smic : une aumône

Le 1^{er} août, le smic a été revalorisé de 2,01%, réajustement automatique censé suivre l'inflation. Or les calculs faits par l'Insee sur la hausse des prix ne concernent qu'un certain nombre de produits et sont bien en dessous des augmentations subies par les classes populaires, à commencer par celles de la nourriture.

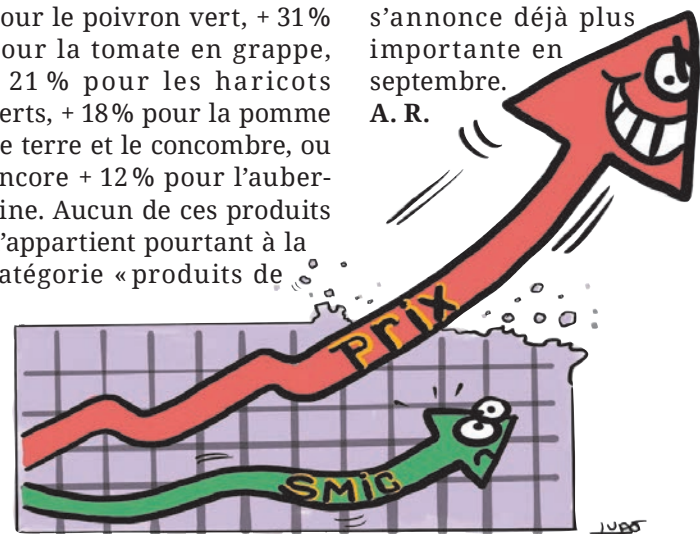
Selon les chiffres de France-Info, la pêche a vu son prix bondir de 25% entre 2021 et 2022. Mis à part les oignons (-14%) et les carottes (-3%), les légumes ont été encore plus fortement touchés par les augmentations que les fruits : +37% pour le poivron vert, +31% pour la tomate en grappe, +21% pour les haricots verts, +18% pour la pomme de terre et le concombre, ou encore +12% pour l'aubergine. Aucun de ces produits n'appartient pourtant à la catégorie « produits de

luxe ».

Le gouvernement, relayé par les médias, voudrait sans doute que les travailleurs applaudissent ! Avec ces augmentations, les smicards ne gagneront que 26,20 euros de plus par mois. Leur salaire s'élèvera ainsi à 1 329 euros net, un montant loin de permettre de faire face à toutes les dépenses.

Aujourd'hui, le salaire minimum devrait être d'au moins 2 000 euros, ce qui serait une réelle revalorisation, à condition qu'elle soit assortie d'une indexation des salaires sur les prix afin de faire face à l'inflation qui s'annonce déjà plus importante en septembre.

A. R.



RSA, point d'indice... : des revalorisations bien en retard

Depuis le 1^{er} août des revalorisations sont appliquées par le gouvernement aux retraites, au RSA, aux salaires des fonctionnaires, au livret A, etc. Il prétend ainsi préserver le pouvoir d'achat. Mais ces mesures sont bien en dessous de ce qui serait nécessaire pour compenser la hausse des prix.

Officiellement, en juillet, l'inflation a atteint 6,1% sur un an en France. Mais des produits courants ont subi une hausse bien plus importante : l'alimentation, l'énergie, les transports, etc. Les familles populaires se retrouvent ainsi de plus en plus acculées à « choisir » quel budget vital réduire au maximum entre se nourrir, payer son loyer, remplir son réservoir pour aller travailler...

C'est à cette aune que se jugent les revalorisations dont le gouvernement fait

grand cas, puisqu'il a annoncé la plupart d'entre elles déjà plusieurs fois.

Des prestations sociales comme le RSA, les allocations familiales, l'allocation adulte handicapé n'augmentent que de 4%, avec rattrapage depuis le 1^{er} juillet. Il en est de même pour les pensions de retraite de la Sécurité sociale mais même pas pour les retraites complémentaires.

Après cinq années de gel, les 5,7 millions d'agents publics ont enfin une augmentation générale, applicable

au 1^{er} juillet. Mais ces travailleurs voient le point d'indice, qui sert de base à leur rémunération, ne progresser que de 3,5%. Le même taux s'applique aux allocations logement, APL et autres.

Pour les travailleurs qui ont un peu d'argent de côté, la rémunération de leur péculé passe à 4,6% s'il est placé en Livret d'épargne populaire mais seulement à 2% si c'est en Livret A. Leurs économies continuent donc à fondre en permanence par rapport à l'inflation.

Derrière les discours du gouvernement sur le pouvoir d'achat, ces mesures reviennent à avaliser un processus d'appauvrissement du monde du travail.

Lucien Déroit

APL : petite hausse, grand écran de fumée

Le 1^{er} août, dans le cadre de la loi sur le pouvoir d'achat, les aides personnalisées au logement (APL), ont été revalorisées de 3,5%, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet.

Début juin, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait précisé qu'il s'agissait de protéger ceux qui sont le plus en difficulté mais de façon « temporaire parce que le pic de l'inflation est temporaire ». Les allocataires sont prévenus : la précarité de leur situation va durer. Et la hausse des prix court plus vite que celle de leur allocation.

La revalorisation ne rattrapera pas tous les mauvais

coups portés aux APL. À la baisse de cinq euros dès le début du premier quinquennat Macron, à l'absence de réévaluations régulières – sauf un ridicule 0,4% en octobre 2021 –, s'ajoute surtout le nouveau calcul du montant des APL qui a permis au gouvernement d'économiser un peu plus d'un milliard d'euros aux dépens des plus modestes.

En effet, la réévaluation automatique, tous les

trois mois, sur la base des revenus des douze mois précédents, a fait plus de perdants que de gagnants. Selon un rapport du Sénat fin 2021, près de 30% des allocataires ont perdu 73 euros en moyenne, 400 000 ont perdu leurs droits, 52% ont vu leur situation inchangée.

Les quelques euros, voire dizaines d'euros, de revalorisation ne dissimuleront pas que la « très grande attention » du gouvernement aux difficultés des allocataires, comme l'a dit Le Maire, est une vaste fumisterie.

Sylvie Maréchal

Assurance chômage : nouvelles attaques en prévision

Dans une interview publiée par *Le Parisien* du 27 juillet, le ministre du Travail, Olivier Dussopt, est revenu sur le projet de réforme de l'assurance chômage évoqué par Macron le 14 juillet.

Cela sera le premier texte présenté au Parlement dès la rentrée, a-t-il annoncé, car, selon lui, il y a urgence à prolonger la réforme mise en place l'an passé pour atteindre le plein emploi en 2027. Ce que Macron et ses suiveurs appellent plein emploi serait un taux de chômage de 5%; mais, pour un travailleur, le plein emploi signifierait la possibilité d'en retrouver un de son choix au bout de quelques semaines, et ce n'est pas avec un tel taux qu'il y parviendra.

Prenant modèle sur ce qui se pratique, affirme-t-il, au Canada, Dussopt veut durcir les règles d'indemnisation des chômeurs « quand le marché de l'emploi est favorable », et les assouplir « quand ça va mal ». Si on peut être sûr du durcissement, dans la foulée de la précédente réforme, la période risque de n'être jamais la bonne pour assouplir les règles!

En outre, le ministre annonce déjà que, pour toucher le RSA une fois les droits à l'indemnisation épuisés, il faudra avoir travaillé 15 ou 20 heures par semaine, dans « une activité effective qui permet l'insertion », précise-t-il. Autrement dit, il compte fournir une main-d'œuvre quasi gratuite à des patrons qui n'arriveraient pas à embaucher autrement, vu les conditions de travail et de salaire.

Non seulement ce sont les travailleurs qui, par leurs cotisations, financent en partie l'assurance chômage, mais le gouvernement veut leur imposer des conditions de plus en plus drastiques pour pouvoir toucher leur argent. En tout cas, les voilà prévenus : c'est dès le début octobre que les attaques vont commencer. Cela laisse le temps de préparer la riposte pour frapper avant d'avoir mal.

Marianne Lamiral

Rachat de RTT : l'allongement de la durée du travail

L'Assemblée nationale vient d'adopter en première lecture un amendement déposé par Les Républicains qui prévoit le rachat des RTT dans les entreprises privées.

Cette mesure permettrait à tout salarié qui travaillerait au-delà de 35 heures de convertir en salaire le temps de repos obligatoirement accordé par la loi.

C'est là tout bonnement une nouvelle remise en cause de la semaine de 35 heures et une vraie possibilité pour les patrons de l'allonger jusqu'à 50 heures voire plus. Pour faire avaler la mesure, le gouvernement propose de la limiter dans le temps : les employeurs pourraient racheter les RTT de leurs salariés du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023. En revanche, ce rachat serait exonéré de cotisations sociales. Et, cerise sur le gâteau, ces heures seraient payées 10% de plus au lieu de 25% pour de véritables

heures supplémentaires. Le patronat est ainsi gagnant sur toute la ligne. Il peut même en faire un argument contre toute demande d'augmentation de salaire en disant que le salarié ayant besoin d'argent peut dorénavant travailler plus ou convertir ses congés.

Pour le salarié, en revanche, cette mesure serait une façon camouflée de revenir sur le temps de travail, le temps de repos, et d'allonger la semaine de travail. Comble de cynisme, les soignants qui ont accumulé des RTT depuis des années sans jamais pouvoir les prendre et qui demandaient à se les faire payer sont exclus de ce dispositif parce qu'ils sont dans le secteur public.

A.U.



Distribution de l'eau : **gestion capitaliste et gaspilleuse**

En raison de la sécheresse et d'un nouvel épisode de canicule, la plupart des départements ont été placés en alerte maximale début août. Des arrêtés préfectoraux réglementent la limitation de l'utilisation de l'eau du robinet, voire des interdictions.

Ainsi, les prélèvements « non prioritaires », comme l'arrosage des jardins ou le lavage des voitures, ont été suspendus dans la quasi-totalité des départements. De nombreuses campagnes accompagnent ces mesures, comme celle de la

communauté d'agglomération du Cotentin qui affiche les slogans : « Arroser sa voiture ne la fera pas grandir » ou « Ne prenez pas la fuite, réparez-la ! ». Le lavage de la voiture dans les départements en crise est passible d'une amende de 1500 euros.



Arroser sa voiture... pourra coûter 1500 euros !

Darmanin : **surenchère contre les immigrés**

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, en visite à Lyon pour l'inauguration d'un nouveau centre de rétention, s'est vanté d'avoir depuis deux ans réussi à expulser 3 000 immigrés. Pour se justifier, il a utilisé le même prétexte raciste et odieux que l'extrême droite en les assimilant à des délinquants.

Parallèlement, Darmanin prétend vouloir durcir la législation pour améliorer le taux des reconduites à la frontière. Ainsi, il veut porter à trois mois la durée de rétention des immigrés arrêtés, de manière à favoriser leur expulsion. Il prétend aussi appliquer la double peine et expulser même ceux qui ont un titre de séjour, s'ils commettent un acte délictueux. Darmanin prévoit donc une nouvelle loi contre les immigrés. Depuis 1945, il y

en a eu une tous les deux ans en moyenne. Dans la compétition avec le RN, il veut montrer qu'il peut être encore plus radical dans les attaques contre les travailleurs étrangers.

Il est évident que l'immense majorité des personnes qui reçoivent des ordres de quitter le territoire français (OQTF) ne sont pas des « délinquants », même si elles n'ont pas de papiers en règle. C'est le cas de nombre de jeunes scolarisés, que défend notamment le Réseau

La principale source du gaspillage de l'eau n'est pourtant pas le fait des particuliers. En raison du vieillissement des réseaux d'eau potable, 20 % de l'eau distribuée est perdue du fait des multiples fuites qui affectent les 900 000 km de canalisations souterraines. Un milliard de mètres cubes d'eau potable, soit l'équivalent de la consommation de 18,5 millions d'habitants, disparaît ainsi chaque année.

Les responsables de cette gabegie sont les multinationales, Veolia, Suez et la SAUR, qui se partagent depuis des décennies le marché de l'eau et ont empêché des rentes colossales sans réaliser les travaux de renouvellement indispensables. Aujourd'hui, elles s'en remettent aux finances publiques pour pallier leurs défaillances.

Actuellement, le taux de renouvellement des canalisations est de 0,61 % par an pour l'eau potable et de 0,45 % pour le réseau d'assainissement, qu'elles dominent aussi. Il faudrait donc plus de 150 ans pour renouveler un réseau aujourd'hui hors d'âge avec un montant de travaux estimé à 200 milliards d'euros. Mais les grandes compagnies s'en lavent les mains.

Christian Bernac

éducation sans frontières. Ces jeunes sont souvent en bac professionnel dans des métiers qui recrutent, ce sont de futurs pâtisseries, couvreurs, menuisiers. C'est par exemple ce jeune Guinéen de 20 ans, expulsé le 3 juillet dernier, qui venait d'obtenir son diplôme et travaillait comme cuisinier à Amiens.

Alors, ces nouveaux dispositifs sont surtout destinés à rendre la vie des travailleurs immigrés plus difficile. A contrario, tous les travailleurs conscients doivent s'en sentir solidaires car ils sont des frères de classe, seulement plus exploités.

Aline Urbain

Patrons du public : **augmentations de salaires en vue**

Alors que la plupart des travailleurs voient leur salaire actuellement bloqué et amputé par l'inflation, les patrons des entreprises publiques ont des raisons de se réjouir.

Comme l'a révélé récemment le journal *Les Échos*, l'État prévoirait en effet d'augmenter leur rémunération, jusqu'alors plafonnée par la loi à 450 000 euros par an.

C'est en particulier pour trouver un remplaçant au dirigeant actuel d'EDF que l'État est prêt à mettre cet argent supplémentaire sur la table. Le secteur de l'énergie est en effet hautement stratégique pour toute la bourgeoisie française et son économie. Dans le contexte actuel de montée des tensions internationales et de concurrence économique exacerbée, l'État français est amené à y intervenir de plus en plus, en particulier à travers EDF. D'où l'importance de trouver à la tête de cette entreprise un serviteur dévoué, qui la gère au mieux dans l'intérêt

de tous les capitalistes du pays. Or le manque de volontaires pour le poste se fait sentir, malgré les rétributions exorbitantes déjà proposées.

Car, dans le monde de messieurs les PDG, un salaire de plusieurs centaines de milliers d'euros peut faire pâle figure si on le compare, par exemple, aux 7,3 millions annuels que touchent en moyenne les dirigeants du CAC 40. C'est donc de véritables cadeaux que l'État va devoir faire pour acheter sa perle rare. De plus, si la rémunération du patron d'EDF venait à augmenter, les dirigeants des autres grandes entreprises publiques pourraient être amenés eux aussi à réclamer. De ce côté-là, la « sobriété » n'est pas à l'ordre du jour.

Cyril Lebrun

Secteur du luxe : **bénéfices insolents**

Les entreprises du secteur du luxe ont annoncé des bénéfices en forte hausse par rapport à l'an dernier et leurs ventes ont explosé. La crise, ce n'est pas pour elles !

Le groupe LVMH (Louis Vuitton, Dior, Sephora, Guerlain, Givenchy...) caracole en tête du classement avec 6,5 milliards d'euros de bénéfice entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 2022. C'est 23 % de plus que sur la même période de l'an dernier. Ensuite vient le groupe Kering (Gucci, Yves Saint-Laurent...) avec seulement 2 milliards (en hausse de 34 %) et enfin Hermès, avec 1,6 milliard (+40 %).

Plus de la moitié de ces profits faramineux sont directement versés aux actionnaires sous forme de dividendes. Bernard Arnault, le PDG du groupe LVMH, est l'un des trois hommes les plus riches du monde. Sa famille

possède presque la moitié du groupe LVMH et cela lui permet de se partager 1,6 milliard d'euros pour les six premiers mois de l'année. Cela ne fait jamais que 3 150 euros à la minute !

Le secteur du luxe est florissant parce que les richesses prélevées sur l'exploitation des travailleurs du monde entier s'accumulent à un pôle de la société. Cela permet à une clientèle « grande-bourgeoise » de dépenser des fortunes en caprices de riches, de s'offrir un T-shirt Gucci à 650 euros, un sac Hermès à 4 500 euros, ou une malle Louis Vuitton à quelques dizaines de milliers d'euros.

Nicolas Manne

Russie-Ukraine : une guerre contre les peuples

Même si l'État russe et l'État ukrainien ont trouvé un intérêt commun à la reprise des exportations de céréales en mer Noire, pour l'heure en tout cas, la guerre continue.

En guise de confirmation de la précarité de cet accord, quelques heures à peine après sa signature par les représentants de Moscou et de Kiev, l'armée russe avait tiré des missiles sur le port même d'Odessa, où doivent être chargés les navires céréaliers.

Depuis bientôt maintenant six mois, jour après jour, se suivent les bulletins militaires sur les avancées des uns, les reculs des autres. Des communiqués et déclarations du président Zelensky ou de la partie adverse égrènent la litanie des destructions d'immeubles d'habitation, d'écoles, des accusations de tortures, de massacres... Comme si la guerre pouvait avoir un autre visage!

Les autorités ukrainiennes viennent de chiffrer

à une centaine de milliards de dollars ce que coûterait la remise en état du pays que les combats ont ravagé dans l'Est et le Sud, sans épargner le Centre et l'Ouest. Le chiffre, invérifiable, est destiné à impressionner, en tout cas à rappeler aux alliés occidentaux de Kiev, États-Unis en tête, qui affrontent la Russie avec la peau des Ukrainiens, qu'ils doivent continuer à financer le régime de Zelensky. Il s'agit de lui envoyer toujours plus d'armes, mais également d'assurer ses fins et désormais ses débuts de mois. En effet, les organismes financiers internationaux prévoient une chute de 40% du produit intérieur brut ukrainien cette année, ce qu'une agence de notation financière des plus en vue, S&P, traduit en déclarant qu'un défaut de

paiement de l'État ukrainien est « *virtuellement inévitable* ».

L'État de plus en plus insolvable

Certes, on annonce régulièrement depuis plus d'une quinzaine d'années que l'État ukrainien est devenu insolvable. Les prêts que n'ont cessé de lui accorder des organismes tel le FMI pour éviter sa faillite avaient tous pour condition que Kiev se tourne toujours plus vers l'Occident impérialiste.

C'est cette ligne de rupture avec Moscou qu'incarne Zelensky après bien d'autres dirigeants ukrainiens. En temps de paix, il l'a fait payer à la population par une politique d'armement à marche forcée, par la privatisation de la terre, par des attaques contre le niveau de vie déjà bas des travailleurs. En temps de guerre, il continue sur cette lancée avec les moyens renforcés que lui donne la loi martiale.

Les pouvoirs de la SBU, les services secrets, dignes héritiers du KGB en Ukraine comme l'est le FSB en Russie, ont été étendus pour mener la « répression des désordres intérieurs ». Les arrestations de personnes accusées d'être pro-russes se multiplient, tout comme les interdictions d'organisations politiques visées par ce crime d'État.

Quant au monde du travail, depuis la mi-mars, il subit la remise en cause des minces protections qui subsistaient dans la loi. On a rendu obligatoires les heures supplémentaires, gelé les salaires, réduit le repos hebdomadaire,

autorisé les entreprises de moins de 250 salariés à imposer à chacun un contrat de travail différent des autres, sur fond de suspension des conventions collectives. S'y ajoute la menace qui pèse sur tout homme de 18 à 60 ans d'être expédié au front, surtout s'il a maille à partir avec la police ou son patron. Récemment, une vidéo a montré comment le pouvoir sait se montrer sans pitié avec les pauvres, même les personnes déplacées du fait des combats, auxquelles il fait couper le gaz lorsqu'elles ne peuvent pas payer; ce qui n'empêche pas Zelensky et ses ministres de vanter la solidarité due à chacun dès lors qu'il est citoyen d'Ukraine.

Les parasites des deux régimes

Sur ce terrain-là, bien qu'ils ne manquent pas une occasion de les dénoncer, Zelensky et son régime présentent un même visage ouvertement antiouvrier et répressif que Poutine et le régime du Kremlin. Les uns et les autres s'opposent mais sont au service direct de nantis locaux fort semblables, car issus d'une même matrice, la bureaucratie stalinienne. La principale différence entre les deux régimes, leur bureaucratie et leurs oligarques, c'est qu'en Russie les parasites au pouvoir disposent d'un État relativement fort pour s'imposer, y compris sur la scène internationale, alors qu'en Ukraine ils se trouvent dans une situation de dépendance de plus en plus forte vis-à-vis des pays

impérialistes occidentaux.

Alors, qu'y a-t-il derrière les accusations de trahison en faveur de Moscou que Zelensky a formulées cet été contre des dignitaires de l'institution militaire et du renseignement ukrainiens? Certaines sont peut-être fondées; après tout, les appareils dirigeants russe et ukrainien sortent du même moule, ont un passé récent commun. Il se pourrait aussi que ces accusations visent à « expliquer » à la population pourquoi, malgré tous ses sacrifices, malgré l'armement occidental qui arrive à jet continu en Ukraine, et malgré les difficultés à renouveler ses effectifs que connaît l'armée russe, celle-ci semble progresser quand même. Une autre explication serait que, au sein de l'appareil d'État ukrainien, même au plus haut niveau, certains commencent à penser qu'il faudrait trouver un terrain de négociation avec Moscou avant que le pays soit totalement ravagé et à genoux. Or ce n'est pas ce que veulent Zelensky et ceux qui le suivent, qui ont lié leur sort, et derrière eux celui de la population ukrainienne, à ce que voudra et décidera l'impérialisme américain.

Pour l'heure, les représentants de ce dernier le disent et le redisent, il faut s'attendre à une guerre qui va durer. Et ce sont les populations ukrainienne mais aussi russe qui en paient le prix fort à tous les niveaux.

Pierre Laffitte



Militaires ukrainiens sur la ligne de front, le 1^{er} août.

Céréales et guerre en Ukraine : la spéculation internationale fait son blé

Il a suffi qu'un navire céréalier quitte le port ukrainien d'Odessa le 1^{er} août pour que, sans même que l'on sache s'il allait pouvoir livrer sans encombre sa cargaison au Liban, les cours du blé chutent à la Bourse mondiale des productions agricoles de Chicago. Un recul immédiat de 1% qui s'est amplifié dans les heures qui ont suivi.

Sans doute, ce vraquier ne transportait que 26 000 tonnes de céréales, un chiffre dérisoire au regard des 20 à 25 millions de

tonnes stockées en Ukraine. Mais, alors que les autorités annonçaient que seize autres navires chargés s'apprêtaient à appareiller, la nouvelle, qui a fait le tour du monde, a modifié quelque peu la donne sur le front de la spéculation sur les céréales.

Celle-ci a débuté avant que la guerre n'embrase l'Ukraine. Mais depuis plus de cinq mois que dure ce conflit, elle a servi d'argument, repris par les gouvernements et les médias, pour justifier aux yeux de

l'opinion ce hold-up mondial.

La reprise des exportations de blé, ukrainien mais aussi russe, prévue par l'accord d'Istanbul signé par la Russie et l'Ukraine sous l'égide de la Turquie et de l'ONU, sera-t-elle durable? Personne n'en sait rien. Car, même si les belligérants y trouvent pour l'instant un intérêt économique et diplomatique, leurs objectifs militaires peuvent le remettre en question.

Gageons que, d'ici là, les spéculateurs internationaux – qui ont partie liée



Le Razoni chargé de céréales ukrainiennes.

avec des puissances impérialistes comme la France et les États-Unis, principaux exportateurs mondiaux de céréales au côté

de la Russie et de l'Ukraine – trouveront d'autres « arguments » pour justifier leur racket...

P. L.

Guerre nucléaire : les leçons d'Hiroshima

« *L'humanité est à un malentendu, une erreur de calcul, de l'anéantissement nucléaire* », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lundi 1^{er} août, lors de son discours d'ouverture, d'une conférence des 191 pays signataires du traité de non-prolifération nucléaire.

Dans son discours, Guterres a évoqué les risques liés aux crises qui « *s'enveniment, avec des tonalités nucléaires* », faisant référence à l'Iran, à la Corée du Nord et à la guerre en Ukraine. Mais il n'a par contre rien dit sur les causes de cette évolution, se contentant de déclarer : « *Nous avons été extraordinairement chanceux jusqu'à présent.* » Comme si le recours à l'arme nucléaire s'expliquait seulement par un dérapage irraisonné d'un chef d'État particulièrement irresponsable. « *L'humanité est en*

danger en oubliant les leçons de l'embrassement terrifiant d'Hiroshima et Nagasaki », a conclu Guterres.

Mais quelles sont précisément ces leçons ? Principalement que la décision d'utiliser l'arme atomique contre ces deux villes japonaises à la fin de la Deuxième Guerre mondiale n'était pas irraisonnée mais résultait au contraire d'un calcul froid et cynique, mûrement réfléchi. L'impérialisme américain n'a pas hésité à planifier un massacre de masse, faisant au moins 70 000 victimes à



Hiroshima après le bombardement atomique.

Hiroshima le 6 août 1945 et au moins 40 000 à Nagasaki trois jours plus tard. Les dirigeants américains ont prétendu vouloir hâter la capitulation du Japon, alors que, au moment de ces bombardements, celle-ci était déjà inéluctable et proche. En réalité, leur objectif était à la fois de terroriser les populations pour éviter des vagues de révoltes et de faire une démonstration de puissance, en particulier en direction de l'Union soviétique.

S'en remettre aux grandes puissances impérialistes

pour conjurer le risque d'usage de l'arme atomique est complètement illusoire et dangereux. L'escalade susceptible de conduire à une guerre nucléaire ne doit rien à une quelconque malchance ou à la santé mentale des chefs d'État. Elle est inscrite dans l'organisation du monde impérialiste, fondée exclusivement sur des rapports de domination, et dans l'aggravation de la crise économique qui alimente les tensions entre États, conduisant inéluctablement à des affrontements militaires.

Leurs dirigeants déclarent régulièrement qu'il est impossible de gagner une guerre nucléaire, faisant allusion à ses conséquences possibles et aux destructions qu'elle provoquerait. Mais ils n'ont pour autant jamais renoncé à développer ce type d'armement. Et ils seront tout à fait capables de l'utiliser, comme leurs prédécesseurs il y a soixante-dix-sept ans. Lutter pour renverser l'impérialisme est la seule façon d'écartier cette menace.

Marc Rémy

MBS à l'Élysée : un boucher fréquentable



bénéficier des réserves considérables d'hydrocarbures du pays. Armés jusqu'aux dents par les États-Unis et les pays capitalistes européens, le régime saoudien joue un rôle de gendarme au Moyen-Orient en y défendant les intérêts de ses donneurs d'ordres. Il exerce aussi une dictature moyen-âgeuse sur sa propre population.

Rencontres au sommet ou non, les relations avec l'Arabie saoudite n'avaient jamais cessé. En 2020, c'était ainsi le premier client des marchands d'armes français, avec 703 millions d'euros de commandes. Alors que les dirigeants français savent pertinemment qu'elles servent à mener la guerre au Yémen, qui a fait plus de 400 000 morts depuis 2015.

La guerre en Ukraine, les problèmes d'approvisionnement en pétrole et en gaz ainsi que les changements géopolitiques qu'elle entraîne ont eu raison des réticences des dirigeants impérialistes vis-à-vis de MBS. Et c'est tout naturellement que MBS a donc pu finalement venir grossir la longue liste des dictateurs « amis de la France » reçus avec les honneurs à l'Élysée dans l'intérêt des capitalistes français.

Nicolas Manne

Mohammed Ben Salman, dit MBS, prince héritier et homme fort de la dictature d'Arabie saoudite, a été reçu en grande pompe à l'Élysée par Emmanuel Macron. Il y a quinze jours, Joe Biden l'avait également rencontré à Djedda.

Il s'agit d'un changement superficiel dans les relations des gouvernants prétendument démocratiques et celui d'Arabie saoudite. Même si, depuis qu'il avait commandité en 2018 l'assassinat et le démembrement de Jamal Khashoggi, un journaliste du *Washington Post* critique du pouvoir, les dirigeants occidentaux rechignaient jusque-là à s'afficher trop ouvertement avec MBS.

Mais, derrière la façade de cette comédie diplomatique, l'Arabie saoudite est un État inféodé aux puissances impérialistes depuis sa création en 1932. Les compagnies pétrolières américaines ont pu

Mort du chef d'al-Qaida : le shérif Biden règle ses comptes

Ayman al-Zawahiri, chef d'al-Qaida depuis la mort d'Oussama Ben Laden en 2011, a été tué le 30 juillet à Kaboul en Afghanistan. Des tirs de missile l'ont atteint dans le cadre d'une attaque menée par la CIA au moyen de drones.

Le président américain, Joe Biden, s'est empressé de se féliciter de cet assassinat, comme l'avait fait Obama lors de la mort de Ben Laden, et Trump après celle d'al-Baghdadi, le dirigeant de l'organisation État islamique. Au plus bas dans les sondages, Biden espère sans doute que la mort d'un haut responsable djihadiste lui permettra de redorer son blason, et celui de son parti démocrate, ternis par la débandade que fut le départ d'Afghanistan de l'armée américaine.

« *Nous le disons clairement encore une fois ce soir : peu importe le temps que cela prendra, peu importe où vous vous cachez, si vous êtes une menace pour notre peuple, les États-Unis vous trouveront et vous élimineront* », a-t-il ajouté, en

représentant d'un impérialisme qui agit partout sur la planète en gendarme à la gâchette facile.

Comme Ben Laden, al-Zawahiri était un assassin dont il n'y a évidemment pas lieu de pleurer la mort. Les attentats de 2001 dont Al Qaida s'était revendiquée ont provoqué celle de près de 3 000 employés du World Trade Center, qui n'étaient en rien responsables de la politique de l'impérialisme américain. Mais Biden omet sciemment de rappeler les origines d'al-Qaida. Cette organisation terroriste fut utilisée par les services secrets américains dans les années 1980, dans la sale guerre menée en Afghanistan. Ben Laden et ceux dont il s'était entouré furent alors financés et équipés pour mener

la guerre contre l'Union soviétique, qui tentait de garder son pré carré afghan, et pour l'affaiblir par la même occasion.

Les puissances impérialistes, et en premier lieu l'impérialisme américain, sont coutumières de ces manœuvres, et agissent en menant perpétuellement des guerres. Elles l'ont fait en Afghanistan, continuant d'intervenir après le départ de l'armée soviétique. Elles l'ont fait en Irak, où l'impérialisme américain n'hésita pas à déclencher une guerre en 2003. Celle-ci fut suivie par des années d'occupation, provoquant des milliers de morts, la destruction de tout un pays... et la naissance de nouveaux monstres tels que l'organisation État islamique.

C'est à ce prix, payé chèrement par les populations, que l'impérialisme impose sa domination et continue ainsi à piller la planète.

Aline Retesse

Italie : contre le fascisme, l'impasse de la grève "légalitaire"

Le 1^{er} août 1922, la classe ouvrière italienne entamait une grève générale contre la violence fasciste, à l'appel de l'Alliance regroupant alors les principaux syndicats. Trois jours plus tard, cette dernière y mettait fin sous la pression des fascistes. C'était la dernière manifestation de résistance ouvrière avant la prise du pouvoir par Mussolini en octobre.

Pendant les deux années rouges, le « Biennio Rosso » de 1919-1920, le prolétariat avait été à l'offensive. La situation pré-révolutionnaire avait cependant été conduite sur une voie de garage par les dirigeants socialistes et syndicaux réformistes. Les travailleurs italiens furent ainsi d'abord désarmés, moralement et politiquement, par leur propre direction.

Le mouvement ouvrier détruit

La bourgeoisie, qui avait dû subir les années rouges, voulait désormais mettre au pas les travailleurs des villes et des champs, dont les luttes avaient fait vaciller son pouvoir dans les usines et les grands domaines agricoles. Elle allait se servir des fascistes pour cela.

Dès la fin de l'année 1920, les premières attaques fascistes ciblaient les ligues paysannes et les Bourses du travail des villages, avant de s'en prendre aux grandes concentrations ouvrières des villes. La bourgeoisie décida vite de financer massivement le fascisme, fournissant armes et véhicules. Elle leur donna les moyens de quadriller le territoire pour détruire méthodiquement toute expression politique, culturelle, sportive,

syndicale, du mouvement ouvrier, menant ainsi une véritable « contre-révolution préventive ».

Ces succès et ces moyens firent rapidement grossir les rangs fascistes. Ne regroupant que quelques centaines d'anciens combattants derrière Mussolini en 1919, le fascisme recruta très vite de larges couches de la petite bourgeoisie, déclassée par la crise économique, et même des travailleurs. À partir de 1921 et en quelques mois, le nombre des membres du parti fasciste passa de 17 000 à près de 320 000.

Les dirigeants socialistes se contentaient d'appeler au calme. Ainsi, à l'été 1921, un article du journal socialiste de Mantoue, *Terre nouvelle*, après un raid contre une coopérative socialiste, expliquait : « *Nous qui sommes les pionniers d'un idéal de fraternité, nous qui n'avons aucun doute sur l'inéluctable arrivée du socialisme, nous pouvons dire : assez de violence ! Et nous pouvons montrer l'exemple : mains en l'air camarades !* » La classe ouvrière était invitée par ses dirigeants à faire confiance à l'appareil d'État pour la protéger, alors que la police et l'armée se montraient les complices actives du

fascisme.

Le Parti communiste s'était constitué en janvier 1921. Tout juste formé, encore minoritaire dans la classe ouvrière, il était confronté à ce phénomène politique nouveau. Ses dirigeants eurent tendance à en sous-estimer le danger, même si eux ne plaçaient pas le sort de la classe ouvrière entre les mains de l'État et de sa police. Ils l'appelaient à s'organiser pour répondre « *à la force par la force, aux armes par les armes* ». Mais, dans le même temps, ils menaient une politique sectaire qui empêchait le PC d'incarner la direction politique dont l'ensemble de la classe ouvrière avait besoin.

La grève du 1^{er} août

En février 1922, l'Alliance du travail se constitua à l'initiative du syndicat des cheminots et de celui des travailleurs de la mer. Elle regroupait les syndicats les plus importants, la CGL, proche du Parti socialiste, et l'USI et l'UIL, liées aux anarchistes et aux syndicalistes révolutionnaires. Bien tardivement, elle proclamait la nécessité de coordonner les organisations ouvrières contre le fascisme.

Elle appela à une grève générale pour le 1^{er} août, définissant ainsi ses objectifs : « *De la grève générale doit sortir un avertissement solennel au gouvernement pour mettre un terme à toute action violente contre les libertés civiles, qui doivent être garanties par la loi.* » L'appel précisait que les



Incendie de la maison des syndicats, à Rome, en janvier 1921.

travailleurs devaient s'abstenir de toute violence. Elle appelait les travailleurs au respect de la légalité, pourtant allègrement piétinée par les fascistes depuis des mois, avec la complicité souriante de l'État. Rien dans cet appel ne donnait les moyens aux travailleurs de défendre leur peau.

Dans le camp d'en face, le ton était bien différent. Les fascistes annoncèrent qu'ils accordaient 48 heures à l'État pour mettre fin à l'agitation avant d'agir eux-mêmes. Ils faisaient ainsi une double démonstration : à la bourgeoisie, celle de leur efficacité contre cette classe ouvrière qui montrait avec cette grève qu'elle n'était pas encore vaincue ; à leurs troupes, celle d'une organisation qui n'avait pas peur de bousculer le cadre légal et d'imposer sa politique, même à l'État, contrairement aux syndicats et partis ouvriers, « *révolutionnaires de la parlotte* » comme les appelait un dirigeant fasciste.

L'Alliance du travail s'empressa de reculer devant les menaces et déclara la fin du mouvement le 3 août. Le soir même, un communiqué fasciste triomphait : « *La grande bataille est gagnée. Le bluff des subversifs, qui jusqu'à hier faisait du chantage à l'État, qui jusqu'à hier menaçait la tranquillité de la Nation, a été durement et inexorablement puni ! Nous pensons qu'on n'entendra plus parler de grèves générales pendant un bon bout de temps.* »

La riposte brisée

Ce n'était pas la volonté de se battre des masses ouvrières qui manquait mais bien une direction révolutionnaire, capable d'incarner la politique de Front unique que l'Internationale communiste conseillait aux révolutionnaires italiens dès 1921.

Dans plusieurs villes, la classe ouvrière, faisant fi des appels au calme et au respect de la légalité de ses dirigeants, menait la

contre-offensive. À Parme, elle fut menée par les *Arditi del popolo*, mouvement fondé en 1921 par des anciens combattants qui, contre ceux qui choisissaient le fascisme, voulaient organiser la défense du prolétariat.

Au tout début d'août 1922, 15 000 fascistes convergèrent de toute la région vers ce bastion ouvrier. Face à eux, la population des faubourgs populaires de Parme, notamment celui d'Oltretorrente, avait préparé la défense de la ville, divisée en zones militaires sous le contrôle d'ouvriers élus qui organisaient les différents services, de la défense à la santé en passant par l'approvisionnement. Au bout de cinq jours de combats, les troupes fascistes furent mises en déroute et durent abandonner le siège de Parme.

Du fait de la politique des directions ouvrières, de tels exemples de résistance restèrent isolés. Durant ces journées de la grève dite « *légalitaire* », elles firent une nouvelle fois la preuve de leur démission. Au lieu de donner enfin les moyens à la classe ouvrière de répliquer, elles montraient à Mussolini qu'il avait désormais la voie libre pour accéder au pouvoir.

Pour empêcher la victoire de la contre-révolution fasciste, il aurait fallu être prêts, selon la formule des communistes, à se battre sur le terrain où la bourgeoisie situait la lutte, qui n'était plus celui des joutes parlementaires mais celui d'une confrontation armée, en étant prêts à la mener jusqu'à ses ultimes conséquences, c'est-à-dire à la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Ce n'était évidemment pas l'objectif des dirigeants réformistes. La classe ouvrière, et toute la société italienne avec elle, allait payer leur trahison au prix fort, avec l'instauration du fascisme à partir d'octobre 1922.

Nadia Cantale



Barricade à Parme, en août 1922.

On trouve dans le livre *Oltretorrente*, de Pino Cacucci, une chronique de la résistance de Parme. Christian Bourgois éditeur.

SNCF : pénurie de trains et réseau déliquescence

Durant l'été, le président de la SNCF, Farandou, et le nouveau ministre des Transports, Beaune, ont multiplié les déclarations d'amour au rail, en pleine contradiction avec les mauvais traitements qu'eux-mêmes ou leurs prédécesseurs lui ont infligé – et continuent de le faire – depuis des décennies.



Les passagers d'un TGV contraints de changer de train.

Si les suppressions ou les retards de train ont marqué l'été, tous deux ont prétendu que la SNCF a été victime de son succès, avec une hausse de 10 % des billets vendus par rapport à 2019, avant le Covid. Mais dès début juillet, bon nombre de destinations étaient saturées et les trains bondés ou hors de prix pour les milieux populaires.

Quand le président de SNCF Voyageurs se félicite

– «*Il n'y a plus de trains de réserve ou au garage : ils sont tous sortis*» –, c'est tout simplement en raison du sous-investissement programmé en rames TGV ou Intercités. Le choix assumé a été de diminuer au maximum le nombre de rames en pariant sur une rotation totale sans aucun stock.

Cette gestion à flux tendu est à la merci du moindre incident, rupture

d'approvisionnement en pièces, aléa climatique et manque d'effectifs dans les ateliers de maintenance. Et quand ils ne sont pas supprimés, de plus en plus de TGV partent en circulation avec des dérogations et restrictions, sinon sur la sécurité, du moins sur le confort ou la performance des rames.

Sur les lignes Intercités, plutôt que d'investir dans de nouveaux matériels, la SNCF remet en service des vieux trains Corail déjà promis à la casse, au prix d'une chirurgie esthétique plus ou moins durable.

Mais le pire est l'état du réseau et des équipements de voie. Le réseau ferré national a perdu plus de 3000 km de lignes depuis 2012. Mais une grande partie du réseau restant est dans un état lamentable et continue de vieillir. Des équipements de voie comme les postes électriques ont atteint leur durée de vie de 60-65 ans. Le ministre Beaune admet que «*notre réseau*

a été négligé ces trente dernières années». La ponctualité des trains, particulièrement en Île-de-France, n'a cessé de chuter depuis les années 1980 et leur ralentissement devient la norme sur de nombreuses liaisons. Mais, si le président de la SNCF réclame 100 milliards d'argent public en quinze ans, le ministre, lui,

ne promet pour la rentrée qu'une «*évaluation précoce*» et s'en tient aux trois milliards d'euros par an qui ne parviennent même pas à stopper le vieillissement du réseau.

Bref, le seul investissement réel et massif des responsables du ferroviaire se fait dans la communication.

Christian Bernac

RATP Bus : service dégradé

Jamais le service des bus RATP en région parisienne n'a été aussi dégradé. À la fréquence de passage d'été s'ajoute un gros manque d'effectif.

Sur chaque ligne il manque de trois à six bus chaque jour, les attentes sont fréquemment de 30 minutes dans Paris et en banlieue, voire de plus d'une heure, par exemple sur les lignes 322 ou 199. Les voyageurs sont parfois si entassés qu'ils n'arrivent pas à monter.

Cela fait un an que cette situation dure, la direction en est complètement responsable. Elle a d'abord gelé les embauches en prévision de son projet de supprimer des repos et d'accroître la durée journalière de travail, qu'aucun syndicat n'a signé. Les conducteurs de bus ont fait plusieurs jours de grève contre ce

projet préparant la filialisation/privatisation de 2025.

Ceci ajouté aux salaires trop bas a fait monter le dégoût et a entraîné une vague de démissions. La direction a relancé des recrutements mais trop tard, souvent en CDD. Elle en vient à proposer dans certains dépôts une prime de 150 euros si un conducteur trouve un postulant pour conduire les bus.

Les usagers en ont assez et demandent : «*Il se passe quoi avec les bus ?*» Il se passe que la priorité est de gaver le patronat et de restreindre les effectifs et les salaires dans les services à la population.

Correspondant LO

Hôtel Ibis – Bagnolet : la grève continue

Les travailleurs sans papiers d'un hôtel social d'urgence de Bagnolet continuent leur grève, commencée le 20 juillet, pour leur régularisation et pour se faire payer leur salaire.



Au début de l'épidémie de Covid, l'État a réquisitionné l'hôtel Ibis à Bagnolet pour servir d'hébergement à des travailleurs sans papiers et/ou sans abri. Il s'est débarrassé de la gestion à un géant associatif de l'hébergement social, Coallia, dont le président était à l'époque Carencio, devenu aujourd'hui ministre chargé des Outre-mer.

Coallia a ensuite sous-traité une grande partie de l'activité, en particulier la gestion des repas, à une entreprise privée,

Gaba global service international, sans bien sûr se soucier des conséquences concernant les conditions de travail.

Le patron de Gaba a recruté des travailleurs sans papiers d'Afrique de l'Ouest, avec l'objectif de se faire un maximum de profit. Il espérait que leur situation leur ferait accepter indéfiniment de faire plus de cinquante heures par semaine, heures supplémentaires et congés non payés, en versant les salaires avec toujours un ou deux mois de

retard, tout cela dans un climat de terreur. Pire encore, entre mars et juillet 2022, il a même carrément arrêté de les payer, sous prétexte que Coallia avait décidé de son côté de ne plus le payer.

Mal lui en a pris, car comme le dit un des grévistes : «*On peut faire peur et tromper un groupe de travailleurs un temps, on ne peut pas le tromper tout le temps.*» Quand ils ont compris que le patron ne paierait jamais, ces travailleurs se sont organisés secrètement et ont fait appel à la CGT pour les aider dans leur grève.

Après deux semaines de lutte, ils ont arraché au patron un peu moins d'un tiers des salaires non payés entre mars et juillet 2022. C'est très loin du compte, mais c'est déjà le résultat de leur combat. Et cela renforce leur détermination à continuer la grève, d'autant plus qu'ils ont reçu le soutien de résidents de cet hôtel social et de travailleurs de cette ville populaire de Seine-Saint-Denis.

Correspondant LO

La Poste – Bordeaux : pyromane social

Les incendies de Gironde ont été dévastateurs. De nombreux travailleurs des environs de Landiras et de La Teste ont été évacués, laissant derrière eux leur logement pendant plusieurs jours, sans certitude de les voir à leur retour.

C'est le cas de certains d'entre eux travaillant à la plateforme industrielle courrier (PIC) de La Poste à Cestas, et qui habitent près de ce qu'on a appelé des méga-feux. Ils ont donc dû s'absenter, dans l'impossibilité d'aller au travail un jour, voire plusieurs jours. Quelle n'a pas été leur surprise, de retour à la PIC, lorsqu'ils ont appris que la direction leur demandait de poser des congés pour ces périodes d'absence.

À l'occasion de ces incendies, on a pu voir le dévouement des pompiers et de la population riveraine pour

parer à une catastrophe avec les moyens du bord, et quelle chaîne de solidarité s'est mise en place avec de nombreux bénévoles pour aider au mieux les sinistrés. Mais pour le patron de La Poste, le feu qui encerclait le domicile de ces travailleurs, les hébergements provisoires, l'inquiétude en général, ne correspondaient en réalité qu'à des vacances qu'ils se seraient organisées.

La mesquinerie patronale brûle d'un feu jamais éteint!

Correspondant LO

Stellantis : encore des bénéfices record !

+34%. Non, il ne s'agit pas d'un nouveau bulletin météo faisant état de la canicule mais des bénéfices du groupe automobile Stellantis. Huit milliards d'euros pour les six premiers mois de l'année, c'est du jamais vu !

Le groupe, issu de la fusion de PSA, Fiat et Chrysler entre autres, avait déjà réalisé des profits record en 2021, avec 13,3 milliards d'euros. Cela continue donc cette année, malgré la crise des semi-conducteurs qui a abouti à la baisse de 7% des ventes mondiales de véhicules neufs. Les résultats de Stellantis démontrent

une nouvelle fois qu'il n'y a pas de rapport entre la crise économique, les difficultés du marché et les profits des capitalistes. Ou plutôt, il y en a un : dans une situation de crise économique, les capitalistes font tout pour préserver leurs fortunes et leurs profits en aggravant cette crise aux dépens des travailleurs.

Le groupe automobile a fait le choix d'augmenter fortement le prix des voitures neuves, quitte à en vendre moins pour répercuter la hausse des matières premières et assurer ses profits. Et cela marche très bien, car le problème des capitalistes n'est pas de vendre beaucoup mais de vendre de façon très rentable. Pour cela ils sont aussi aidés par l'État, qui a subventionné ce groupe de façon outrancière en prenant en charge le chômage partiel. Ce sont autant d'économies pour les patrons eux-mêmes.

Mais, surtout, la direction de Stellantis mène une

guerre violente aux travailleurs du groupe, pour accroître l'exploitation. Les fermetures d'usines se poursuivent et les cadences explosent. Ainsi, le groupe est en passe de devenir, d'après son PDG Carlos Tavares, le groupe le plus profitable du monde. Ce que le monde capitaliste appelle la « marge opérationnelle », c'est-à-dire la rentabilité des placements de capitaux est passée de 11,8% (déjà un record) à 14,1% en six mois.

Derrière ces chiffres qui peuvent paraître abstraits, la réalité pour les travailleurs est bien concrète. La rentabilité augmente parce

que, depuis des années, les travailleurs en CDI, en CDD, en intérim ou en contrats d'apprentissage subissent plus de précarité, l'allongement des horaires et des salaires bloqués. C'est minute après minute, samedi obligatoire après samedi obligatoire, pause écourtée après pause écourtée, que ces profits faramineux sont arrachés aux travailleurs, à leurs bras, à leur cerveau, à leur sueur.

Stellantis ne produit pas des voitures, mais de l'or pour les profiteurs... et de la colère chez les exploités.

Marion Ajar

LE TROIS - EVA CHIBANE



Montage de l'usine Stellantis de Sochaux.

Iveco : profits au vert

Lors du sommet « Choose France » à Versailles, Macron a fait étalage d'argent public pour les industriels. Iveco Bus est l'un des principaux bénéficiaires du pactole et annonce un plan de 60 millions d'euros pour développer le bus électrique et à hydrogène avec l'aide de l'État.

Le gouvernement prétend ainsi « attirer les investisseurs étrangers créateurs d'emplois », en l'occurrence ici la famille Agnelli, qui partage avec la famille Peugeot le contrôle de Stellantis (Fiat-Chrysler, PSA et d'autres), qui est aussi l'actionnaire principal d'Iveco. L'exploitation des travailleurs, elle, était déjà made in France, puisque les trois usines installées dans l'Hexagone ont largement contribué aux 300 millions de profits d'Iveco en 2021. Le cadeau de Macron ajoute en quelque sorte une belle cerise sur le gâteau des profits.

Iveco ne s'est pas engagé à créer le moindre emploi. Dans les usines, en particulier celle d'Annonay en Ardèche, presque tous les postes d'intérimaires ont été supprimés l'an dernier, et la direction n'envisage pas de les réintégrer. Depuis

des mois, elle use les muscles et les nerfs des travailleurs, en alternant heures supplémentaires et jours non travaillés au gré des oscillations du marché, en imposant des changements de postes continuels. Pour la rentrée à venir, elle annonce la suppression de jours non travaillés et une charge de travail alourdie, sans la moindre embauche.

La subvention annoncée aura-t-elle la moindre retombée écologique ? Ce qui est sûr c'est que le bus électrique et celui à hydrogène sont des nouveaux marchés prometteurs et incontournables pour Iveco. Le gouvernement fait ainsi payer à la collectivité, au nom de la transition énergétique, des investissements que le groupe aurait dû faire de toute façon.

L'État italien n'est pas en reste. Il prépare lui aussi une subvention à Iveco, dans le cadre de son plan de 300 millions d'euros pour les bus écologiques, financé par l'Union européenne. On en ignore encore le montant mais, visiblement, pour les groupes capitalistes, au diable l'avarice !

Correspondant LO

Trafic transmanche : quand les frontières créent le chaos

Les échanges commerciaux entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne se font à 70% via le trafic transmanche, tunnel et ferries, depuis les villes de Calais et Dunkerque. Une activité très lucrative pour les patrons du secteur.

Les résultats financiers pour le 1^{er} semestre 2022 de Getlink, la société qui exploite le tunnel sous la Manche, le montrent : 52 millions d'euros de bénéfices, un chiffre en nette hausse par rapport à l'an dernier. Les compagnies de ferries comme P&O, DFDS ou Irish Ferries ont enregistré des profits colossaux, y compris pendant la crise sanitaire, alors que le trafic était au ralenti.

Ces énormes profits, les travailleurs n'en ont jamais vu la couleur. Au contraire, ils ont été réalisés en aggravant les conditions d'exploitation, que ce soit celles des marins qui travaillent sur les ferries, des ouvriers qui effectuent la maintenance des navettes pour le tunnel, ou de ceux qui les conduisent. Rien que pour le tunnel, le nombre de véhicules

de tourisme a augmenté de 247% en un an, et le nombre de camions de 19%. Cela, sans embauche significative, et donc avec une augmentation de la charge de travail. En mars 2022, 800 marins britanniques de la compagnie P&O ont été licenciés brutalement. La direction a pu réduire les salaires en les remplaçant par des intérimaires originaires de pays où les contrats sont beaucoup plus avantageux pour les patrons.

En plus de ces attaques patronales, les travailleurs subissent les conséquences du renforcement des contrôles aux frontières. Le moindre incident bloque la circulation et provoque des embouteillages monstrueux : cela peut être un problème technique dans le tunnel, un ferry à l'arrêt, les restrictions sanitaires dues

au Covid... ou les départs en vacances des touristes britanniques.

Pendant le week-end du 24 juillet, le contrôle des passeports de milliers de vacanciers, qui a été réinstauré avec le Brexit, a causé le chaos dans le port anglais de Douvres. Des milliers de touristes et de chauffeurs routiers ont dû attendre pendant des heures pour accéder aux ferries. Des routiers se sont retrouvés bloqués sur les routes ou les aires de stockage, sans accès ni à des toilettes ni à des douches. Certains, qui devaient rentrer chez eux le vendredi soir, n'y sont parvenus qu'un ou deux jours plus tard. Plusieurs ont témoigné du stress permanent lorsqu'ils font ce trajet. Contrairement à ce que prétendent bien des politiciens, la réinstauration des frontières n'est pas dans l'intérêt des travailleurs, et ce sont même eux qui en payent le prix fort.

Correspondant LO



SERGIO ROSENSTRAUCH

STMicroelectronics : nanotechnologie, gigasubventions

En visite le 12 juillet sur le site STMicroelectronics de Crolles, près de Grenoble, Macron et Le Maire ont annoncé des milliards d'euros de subvention pour construire une nouvelle ligne de production de semi-conducteurs. La capacité de production de cette usine doublerait ainsi d'ici 2026.

STMicroelectronics (ST) est détenu à 27,5 % par les États français et italien. Elle s'est associée à GlobalFoundries, une entreprise américaine, pour ce projet à 5,7 milliards d'euros, dont 2,5 milliards seront directement pris en charge par la collectivité. Les multiples entreprises de l'écosystème local du secteur de la microélectronique se partageront encore d'autres milliards.

En termes de subventions et d'aides publiques en tous genres, ce secteur, très implanté à Grenoble, est un vrai cas d'école. Depuis son origine, STMicroelectronics a bénéficié de plusieurs milliards d'euros d'aides des collectivités locales, de l'État, voire de l'Union européenne. En 1992, pour installer une nouvelle usine de production, ST avait mis en concurrence différents États, dont la France, l'Italie ou Singapour. Le gouvernement français ayant fait l'offre la plus attractive, une vaste usine de

production a été implantée à Crolles. Elle s'étend sur plusieurs dizaines d'hectares et emploie environ 4500 salariés. Le seul site de Crolles reçoit annuellement au moins 200 millions d'euros de subventions. Mais, si ces sommes aident à remplir les poches des actionnaires, ce n'est pas le cas pour celles des 4500 salariés de l'entreprise.

Parmi les 2000 salariés en production, beaucoup sont en intérim et travaillent en continu avec des postes de douze heures le week-end, et cela pour le smic horaire. En échange des 2,5 milliards d'aides directes, la direction promet la création de 1000 emplois. En fait, cette somme permettrait de payer à elle seule les salaires de ces mille travailleurs à 2000 euros mensuels, charges comprises, durant... cinquante ans! Elle correspond aussi au coût actuel de construction de 1500 écoles ou d'une quinzaine d'hôpitaux, des investissements qui

seraient pourtant indispensables à la population. L'État montre clairement où vont ses priorités.

Cet appui sonnante et trébuchant intervient dans le contexte de la pénurie mondiale de semi-conducteurs, notable depuis deux ans, qui perturbe et ralentit fortement plusieurs secteurs de l'industrie, dont celui de l'automobile. Pour défendre les intérêts de leurs capitalistes nationaux, au nom de la relocalisation de la production et de la souveraineté économique, les gouvernements de chaque pays sortent le carnet de chèques. Le gouvernement allemand a obtenu la construction d'une

giga-factory du groupe Tesla à Berlin. Les États-Unis viennent pour leur part d'annoncer qu'ils allaient injecter 50 milliards de dollars d'argent public dans la microélectronique. Le gouvernement français se vante aujourd'hui d'assurer le développement d'une filière bien française dans ce secteur. Pour garantir les profits de leurs capitalistes, pour assurer les investissements que ceux-ci refusent de faire à leurs frais, les politiciens ne sont jamais à court de discours patriotards... et d'argent.

Cette annonce permet ainsi à un Le Maire de se prévaloir d'avoir remporté la guerre qui l'opposait à

ses concurrents étrangers. Et de plastronner: « C'est la bataille la plus fascinante que j'aie jamais menée. » À la faveur d'une interview au Figaro, il a même évoqué les appels qu'il a reçus des industriels pour « qu'il plaide leur cause auprès de STMicroelectronics et les aide à avoir un accès privilégié à sa production ». L'État est ainsi, non seulement le VRP des actionnaires de ST, mais l'entremetteur de son service commercial! Il est vrai qu'un marché qui devrait passer de 500 milliards actuellement à 1000 milliards d'ici 2030 a de quoi aiguïser les appétits de bien des industriels.

Correspondant LO



Macron en visite à STMicroelectronics le 12 juillet.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Drame des migrants : les dirigeants de l'UE coupables et responsables

Après plusieurs jours d'attente en mer, les 387 migrants à bord de l'*Ocean Viking*, navire de l'ONG SOS Méditerranée, ont finalement pu débarquer dans le port de Salerne, en Italie, lundi 1^{er} août.

Un autre navire humanitaire, le *Sea Watch 3*, transportant 438 migrants, avait pu accoster à Tarente au cours du week-end.

Cet été, plus encore que les années précédentes, le rythme d'arrivée de migrants en Italie s'est accéléré : des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants quittent les côtes libyennes sur des embarcations inadaptées et surchargées, se retrouvant parfois à plusieurs dizaines sur un

simple canot pneumatique. Selon les statistiques du ministère de l'Intérieur italien, 34 000 personnes sont arrivées par la mer en Italie entre le 1^{er} janvier et le 22 juillet, contre 25 500 sur la même période de 2021 et 10 900 en 2020.

À ceux-là s'ajoutent les migrants qui ne parviennent pas à atteindre les côtes italiennes. L'Organisation internationale pour les migrations estime que, depuis le début de l'année,

990 personnes ont disparu en tentant la traversée de la Méditerranée. Leur nombre est très certainement bien supérieur car beaucoup d'embarcations passent inaperçues dans l'immensité de la mer et sombrent sans avoir été repérées. La Méditerranée est ainsi devenue la route maritime la plus meurtrière au monde.

Ceux qui ont eu la chance d'être recueillis par le navire d'une ONG humanitaire doivent souvent y attendre, au moins une semaine, dans des conditions précaires, avant d'être autorisés à débarquer. Pour

beaucoup de migrants, la porte d'entrée vers l'Italie se situe sur l'île de Lampedusa, à moins de 400 km des côtes tunisiennes. Son centre d'accueil, prévu pour 300 personnes, se retrouve à en héberger plus d'un millier. Beaucoup s'y entassent dans des conditions indignes ou sont contraints de dormir sur de vieux matelas en mousse à l'extérieur du bâtiment, à proximité de poubelles qui débordent, attendant d'être acheminés vers d'autres régions d'Italie. L'ancienne maire de Lampedusa a publié sur Facebook des images qui ont fait

scandale, montrant des tas d'ordures et des sanitaires rendus inutilisables par les amas de déchets, avec pour commentaire : « *Cela pourrait être des photos de Libye. Mais non, c'est l'Italie.* »

C'est aussi l'Union européenne, aurait-il fallu ajouter. Car ces conditions scandaleuses d'accueil, ainsi que le nombre de morts en Méditerranée, sont la conséquence de la politique de fermeture des frontières, décidée et organisée par les dirigeants européens, en toute connaissance de cause.

Marc Rémy



SOS MÉDITERRANÉE

Frontex : le gendarme d'une sale politique

L'affaire des « push-backs », ces refoulements illégaux de migrants par les garde-côtes grecs en Méditerranée continue de faire scandale.

Parmi les responsables, on retrouve l'agence Frontex, dont le directeur, Fabrice Leggeri, a donné sa démission le 28 avril.

Cette agence européenne a été créée pour surveiller l'arrivée des migrants dans l'espace Schengen, théoriquement, bien sûr, dans le respect des droits

de l'homme. Comme par hasard, elle a nié toute participation à ces pratiques criminelles. Or sa direction était au courant, informée par ses agents à qui elle imposait le silence. Il fallait, paraît-il, protéger le gouvernement grec qui qualifiait les annonces de refoulements de migrants par ses

garde-côtes de « propagande turque ». Les informations ayant tout de même filtré à travers les témoignages d'ONG et d'enquêtes de journalistes, Leggeri ainsi que son principal collaborateur ont dû démissionner.

Quelques autres têtes tomberont peut-être. Mais rien n'arrêtera la volonté des gouvernements européens de faire obstacle par tous les moyens aux arrivées de migrants. Leur but est bien de

faire faire le sale travail par les gouvernements des pays situés en première ligne. La Turquie a été priée d'empêcher les départs vers l'espace Schengen, la Libye de se transformer en un vaste camp de concentration et les côtes turques comme les îles grecques en prison de haute sécurité.

Les accords financiers ne suffisant pas, Frontex est venu en renfort, en supergendarme chargé seule-

ment, en principe, d'exercer une surveillance. Mais tous les moyens sont bons. Et si le budget de Frontex est passé de moins de cent millions d'euros par an en 2014 à plus de cinq cents en 2021, avec des milliers de surveillants et des équipements sophistiqués, c'est bien pour faire un travail de garde-chiourme, quelles qu'en soient les conséquences.

Sylvie Maréchal



Été 2022 : Lutte ouvrière à votre rencontre

Les militants de Lutte ouvrière ont repris leurs tournées d'été, qui se dérouleront jusqu'à la fin du mois d'août. Dans les différentes régions du pays, ils vont à la rencontre des classes populaires. C'est l'occasion de discuter de la situation actuelle et de ce qui attend les travailleurs face à ce nouveau gouvernement qui poursuit la même politique que ses prédécesseurs, au service du grand patronat.

Aquitaine

Jeudi 4 août : Libourne
Vendredi 5 août : Langon
Samedi 6 août : Libourne

Côte d'Opale

Jeudi 4 août : Dunkerque
Vendredi 5 août : Calais
Samedi 6 août : Calais

Jura

Jeudi 4 août :
Lons-le-Saunier
Vendredi 5 août :
Louhans
Samedi 6 août :
Louhans

Dordogne-Limousin

Jeudi 4 août : Limoges
Vendredi 5 août :
Châteauroux/Buzançais
Samedi 6 août :
Châteauroux

Bordeaux

Lundi 8 août : Mérignac
Mardi 9 août : Mérignac
Mercredi 10 août :
Bordeaux
Jeudi 11 août : Bordeaux
Vendredi 12 août : Bègles
Samedi 13 août : Bègles

Lorraine

Lundi 8 août : Thionville

Mardi 9 août :

Sarreguemines
Mercredi 10 août : Nancy/
Frouard/Vandœuvre
Jeudi 11 août :
Metz/Hayange
Vendredi 12 août :
Saint-Avold/Thionville
Samedi 13 août : Longwy

Picardie-Somme

Lundi 8 août : Beauvais
Mardi 9 août : Beauvais
Mercredi 10 août : Amiens
Jeudi 11 août : Mers-les-
Bains/Eu/Le Tréport
Vendredi 12 août : Amiens
Samedi 13 août : Abbeville

